



L'activisme et le rôle des ONG

“Il a fallu en faire beaucoup pour y arriver. Il a fallu que notre organisation multiplie les manifestations, il a fallu des arrestations et j'ai dû me jeter sur la table du Congrès, avant que l'on ne m'invite à parler... J'avais 5 minutes.”

Cheri Honkala, premier bénéficiaire d'une aide sociale aux US à témoigner devant le Congrès; Kensington Welfare Rights Union

Les ONG, qu'est-ce que c'est?

Le terme d'organisations “*non gouvernementales*” - ou plus exactement “à but non lucratif” - est généralement employé pour désigner l'ensemble des organisations qui se battent pour construire la société civile. Habituellement, ces organisations se caractérisent par des objectifs autres que financiers, ce qui n'empêche pas la multiplicité et la diversité des raisons de leur existence, de leurs structures et de leurs activités. Parmi les ONG, on trouve des petits groupes de pression, par exemple dans le domaine de l'environnement ou des violations des droits de l'homme, mais également des organismes caritatifs éducatifs, des foyers pour femmes, des associations culturelles, des organisations religieuses, des fondations juridiques, des programmes d'assistance humanitaire (et la liste est loin d'être exhaustive), jusqu'à des grandes organisations internationales possédant des centaines voire des milliers de sections ou de membres dans toutes les régions du monde.

Dans cette section, nous allons examiner brièvement le rôle essentiel qu'ont joué et que jouent encore ces organisations pour la protection des droits de l'homme dans le monde entier. A presque tous les niveaux des diverses tentatives mises en oeuvre pour préserver la dignité des citoyens individuels, lorsque celle-ci est menacée par l'Etat, les ONG jouent un rôle crucial:

- en luttant contre les violations individuelles des droits de l'homme;
- en offrant une assistance directe aux victimes de violations de leurs droits;
- en exerçant des pressions pour amener des changements au niveau de la législation nationale ou internationale;
- en contribuant au développement de la substance de ces lois;
- en promouvant la connaissance et le respect des droits de l'homme parmi la population.

La contribution des ONG est importante non seulement en termes des résultats atteints – à savoir l'optimisme que ces succès génèrent parmi la population concernant la défense des droits de l'homme dans le monde -, mais aussi parce que les ONG sont, au sens premier du terme, des outils à la disposition de tous les individus dans le monde. Si ces organisations sont gérées et coordonnées par des personnes privées, elles doivent une grande partie de leur force aux autres membres de la communauté qui apportent leur soutien aux causes qu'elles défendent. Cette spécificité leur confère une signification importante aux yeux de tous ceux qui souhaitent contribuer à l'amélioration des droits de l'homme dans le monde.

Les diverses ONG de droits de l'homme

La Conférence sur les droits de l'homme tenue en 1993, connue sous le nom de Conférence de Vienne, a été suivie par 841 ONG du monde entier, toutes se définissant par leur mission en matière

«Get up, stand up, stand up for your rights!»
(Debout, battez-vous pour vos droits!)

Bob Marley

«Le monde est un endroit dangereux! Pas tant à cause de ceux qui font le mal, mais plutôt à cause de ceux qui observent et laissent faire.»

Albert Einstein

«Dieu nous donne des mains,
mais il ne bâtit pas les pouts.»

Proverbe arabe

de droits de l'homme. Même si ce chiffre peut impressionner, n'était représentée qu'une toute petite partie des ONG qui oeuvrent pour la promotion des droits de l'homme dans le monde.

La plupart de celles qui se disent "organisations des droits de l'homme" sont généralement engagées dans la protection des *droits civils et politiques*. Les plus connues d'entre elles, du moins sur la scène internationale, sont probablement Amnesty International et Human Rights Watch, qui opèrent toutes deux à l'échelle du globe. Mais, comme nous l'avons vu, les droits civils et politiques ne forment qu'une des catégories de droit de l'homme reconnus par la communauté internationale, tandis que de nouveaux droits continuent à émerger, aujourd'hui encore. Cela étant, et si l'on considère l'ensemble des secteurs de lutte - la pauvreté, la violence, le racisme, les problèmes sanitaires, les sans-abri et les problèmes environnementaux, pour n'en citer que quelques-uns -, le nombre actuel d'ONG engagées dans la protection des droits de l'homme, sous une forme ou une autre, frôle les centaines de milliers dans le monde.

Lors de son Assemblée générale en 2001, Amnesty International a procédé à la réforme de son mandat de sorte à inclure les droits économiques et sociaux, et le droit au développement, dans ses objectifs et ses sphères d'action.



Connaissez-vous des ONG qui se battent pour les droits de l'homme dans votre pays?

Comment influent-elles sur le processus?

Les ONG peuvent entreprendre de s'engager dans la protection des droits de l'homme à différents stades ou niveaux, et leurs stratégies vont varier en fonction de la nature de leurs objectifs: d'ordre spécifique ou général, inscrits dans le court ou le long terme, de portée locale, nationale ou internationale, etc.

a. L'assistance directe

Il est très courant pour les ONG qui travaillent sur les droits sociaux et économiques de proposer un service direct aux victimes de violations de leurs droits. Ces services peuvent inclure des actions d'assistance humanitaire, de protection ou de formation pour le développement de nouvelles compétences. Dans le cas où le droit est protégé par la loi, les ONG peuvent aller défendre les victimes devant la justice ou leur fournir des conseils sur la manière de présenter leurs requêtes.

Dans de nombreux cas pourtant, l'assistance directe aux victimes de violations s'avère soit impossible, soit ne pas représenter la meilleure utilisation des ressources de l'organisation. Dans ces cas, qui sont d'ailleurs probablement majoritaires, les ONG doivent prendre du recul et envisager d'autres moyens de réparer les violations ou d'empêcher que d'autres, du même style, se reproduisent.

b. Réunir les informations nécessaires

Si une stratégie de base caractérise les différentes formes d'activisme pratiquées par les ONG, c'est probablement celle qui consiste à "démasquer" les auteurs d'injustice. Les gouvernements parviennent très souvent à se dérober à leurs obligations en vertu des traités internationaux qu'ils ont signés, tout simplement parce que l'impact de leurs politiques est méconnu du grand public. Par conséquent, la stratégie qui consiste à réunir les informations nécessaires pour "démasquer" les coupables est essentielle si l'on veut les contraindre à rendre des comptes. C'est la raison pour laquelle les ONG y recourent fréquemment: elles tentent de faire pression sur des individus ou des



gouvernements en commençant par identifier une cause susceptible d'éveiller un sentiment d'injustice au niveau de la population, avant de la rendre publique.

Deux des organisations les plus réputées pour la qualité et l'efficacité de leur activité de surveillance et de rapport sont Amnesty International et le Comité international de la Croix-Rouge. Ces deux organisations font autorité, non seulement auprès du grand public, mais également au niveau de l'ONU, où leurs rapports sont pris en compte dans le processus officiel de surveillance des gouvernements qui ont accepté d'être liés par les clauses de traités internationaux

c. Les campagnes et le lobbying

Le "lobbying" est le terme généralement employé pour désigner les pressions exercées de diverses façons sur des acteurs nationaux ou internationaux dans le but de favoriser un changement politique. Là aussi, les formes d'action sont multiples et les ONG les choisissent en fonction des objectifs visés, de la nature de leur "cible" et, bien sûr, des ressources à leur disposition. Certaines des pratiques les plus courantes figurent ci-dessous.

- Les campagnes organisées autour de la rédaction de lettres sont une méthode qu'Amnesty International et d'autres ONG ont employée avec beaucoup de succès. Des individus et des organisations du monde entier "bombardent" les responsables gouvernementaux de milliers de lettres.
- Les actions ou les manifestations de rue, compte tenu de la couverture médiatique dont elles bénéficient généralement, sont employées lorsque les organisations souhaitent mobiliser le soutien du public ou le sensibiliser à une cause spécifique afin de "couvrir de honte" un gouvernement.
- Les médias jouent généralement un rôle de premier plan dans les pratiques de pression; Internet est en train de s'octroyer dans ce domaine une place de plus en plus importante.
- En plus des manifestations publiques de soutien ou d'indignation, les ONG peuvent également envisager des réunions ou des briefings avec des responsables. Parfois, la seule menace de publicité suffit à provoquer des changements de politique ou de pratiques.

D'une manière générale, plus grand est le soutien du public ou d'autres acteurs influents (par exemple, des gouvernements sympathisants), plus la campagne a de chances de parvenir à ses objectifs. Même si elles ne font pas toujours appel à ce soutien directement, les ONG peuvent s'assurer que leur message est entendu en évoquant la possibilité de mobiliser un large mouvement populaire contre un gouvernement.

? Est-ce que des campagnes de grande envergure se sont déroulées dans votre pays? Quels en ont été les résultats?

d. L'éducation de longue durée

De nombreuses ONG proposent aussi, généralement dans le cadre de leurs activités, des actions de sensibilisation ou d'éducation. Conscientes que le public constitue un soutien potentiel, elles tentent souvent de mieux informer ce dernier au sujet des droits de l'homme. Une meilleure connaissance des droits de l'homme et des moyens de les défendre est susceptible d'engendrer un plus grand respect à leur égard, mais aussi d'accroître les possibilités d'obtenir le soutien de certaines instances relativement aux violations commises. C'est ce soutien, du moins potentiel, qui se trouve à la base du succès remporté par la communauté des ONG dans son combat pour la cause des droits de l'homme.

«Ca peut être amusant d'écrire aux chefs de file de régimes autoritaires et répressifs, d'avoir pour correspondant un dictateur et de lui gâcher la vie en lui envoyant des lettres.»

Sting

«L'éducation aux droits de l'homme est un mode de vie. Nous la pratiquons depuis quelques années par le biais de nos activités sans savoir qu'il s'agissait d'éducation aux droits de l'homme.»

Alexandra Vidanovic, Open Club Nis, République fédérale de Yougoslavie, participante au Forum sur l'éducation aux droits de l'homme

Exemples d'activisme couronnés de succès

La violence domestique en Russie

«Je ne pouvais pas dire non; il y avait tant de femmes.»

«Je ne suis pas une femme extraordinaire. A ma place, toute femme ferait la même chose que moi. Je pense... que c'était le début de quelque chose de nouveau en Russie, une nouvelle attitude. A présent, tout le monde parle de violence domestique. Et beaucoup se battent contre.»

Marina Pisklakova

Les niveaux de violence domestique en Russie ont fait l'objet de plusieurs estimations; des chiffres suggèrent qu'entre 30 et 40% des familles en ont fait l'expérience. En 1995, après la Conférence sur les femmes tenue à Beijing, les premières statistiques fiables ont été publiées. Elles suggéraient que 14.500 femmes par an avaient été tuées par leurs maris et qu'environ 50.000 avaient été hospitalisées. La simple reconnaissance de ce problème en Russie a demandé d'énormes efforts qu'il faut, pour l'essentiel, attribuer à une ONG appelée ANNA, membre fondateur de l'Association russe des centres de crise pour femmes.

L'organisation a été créée par Marina Pisklakova, une des figures de proue de l'activisme en faveur des droits de la femme. En juillet 1993, elle a travaillé seule à la création d'une ligne téléphonique d'assistance aux femmes en détresse, puis elle a développé un centre de crise national pour les femmes. Elle a fait pression pour la mise en place d'une législation interdisant le viol et a travaillé avec un corps législatif hostile afin d'aider les victimes et d'engager des poursuites pénales. Elle a lancé une campagne médiatique pour sensibiliser à la violence à l'égard des femmes et éduquer ces dernières à leurs droits. Aujourd'hui, elle fait des apparitions régulières à la radio et à la télévision pour promouvoir le respect des droits des femmes.

L'organisation est parvenue à élargir la définition de la violence domestique au viol marital, à la violence sexuelle dans le mariage ou le couple, à la violence psychologique, à l'isolement et à la domination économique. Durant l'été 1994, elle a formé un premier groupe de femmes au conseil téléphonique et, en 1995, a commencé à travailler dans d'autres villes russes pour des groupes de femmes en train de voir le jour et désireux de mettre en place des lignes d'assistance ou des centres de crise. ANNA a contribué au développement de programmes d'aide psychologique et juridique pour les victimes de violence domestique. En avril 1997, des juristes travaillant pour l'organisation ont porté devant la justice le premier cas de violence domestique et ont gagné, offrant ainsi à la Russie son premier précédent juridique. Au début de ce siècle, l'organisation gérait plus de 40 centres de crise pour les femmes dans toute la Russie. Site de l'organisation: <http://www.owl.ru/anna>.

Préoccupations environnementales en Suisse

Entre 1961 et 1976, plusieurs grandes firmes chimiques ont déversé plus de 114.000 tonnes de déchets industriels toxiques dans l'ancienne argillère de Bonfol, en Suisse. Interdit aujourd'hui par la loi, le déversement de déchets ne l'était pas en 1961 lorsque la décharge a été créée. Les déchets toxiques continuent de contaminer les proches communautés et l'environnement en libérant des polluants organiques et inorganiques.

Le 14 mai 2000, une centaine de militants de Greenpeace ont occupé la décharge de Bonfol, près de Bâle, en demandant que les "pollueurs" prennent la responsabilité du nettoyage du site. Les militants ont déclaré qu'ils occuperaient le site jusqu'à ce que les industries chimiques s'engagent à le nettoyer afin qu'il ne constitue plus un risque pour la santé humaine et l'environnement.

L'occupation du site de la décharge a contraint les industries chimiques à rencontrer des représentants des communautés proches et de Greenpeace. Finalement, les industries ont signé un accord selon lequel elles s'engageaient à démarrer le processus de nettoyage en 2001 suite à une étude qui devait se terminer en février 2001. Les industries ont également convenu d'impliquer sans restriction les communautés locales et les organisations environnementales dans le processus de nettoyage, et d'informer les communautés du degré de pollution de la nappe phréatique et de

«Le legs toxique des industries chimiques ne doit pas devenir un fardeau pour les générations futures.»

Stefan Weber, militant de Greenpeace



l'eau potable résultant de l'entreposage de déchets toxiques. Le 7 juillet 2001, Greenpeace a mis un terme à son occupation du site. Voir le site de Greenpeace: <http://www.greenpeace.org>.

«Les conditions étaient proches de l'esclavage. Il n'y avait ni dignité, ni respect de la loi.»

M. D. Mistry, Directeur de DISHA

Faites vos comptes

Development Initiatives for Social and Human Action - DISHA (Initiatives de développement pour l'action sociale et humaine)

DISHA a été établie au début des années 90 par l'état indien de Gujârât pour représenter les groupes d'ouvriers tribaux et des régions forestières qui réunissent quelque 80.000 membres. L'organisation a utilisé son droit à l'information pour analyser les budgets de l'Etat et évaluer dans quelle mesure les allocations consenties pour lutter contre la pauvreté correspondaient aux montants évoqués dans les déclarations publiques.

L'organisation s'est dans un premier temps investie pour que les ouvriers travaillant dans les régions forestières touchent le salaire minimum. Le Directeur de DISHA a expliqué la démarche de son organisation: "Dans le cadre de cette mission, nous avons commencé par analyser les raisons expliquant que la région ne s'était pas développée et que des opportunités d'emploi n'avaient pas vu le jour. Nous nous sommes alors intéressés aux dépenses de l'Etat, puis à son budget."

En 1994, les membres de DISHA ont décidé de communiquer les résultats de leurs analyses à l'ensemble des parlementaires, à la presse et aux citoyens les plus en vue. Cette démarche a permis que les informations soient largement débattues et exploitées.

Depuis que l'organisation a commencé à œuvrer, les allocations de l'Etat aux zones forestières ont augmenté de façon substantielle: de 12% du budget; elles sont passées à 18%. Compte tenu du sérieux de ses analyses, DISHA a rapidement gagné le respect en tant qu'institution qui ne se contente pas de crier des slogans et de manifester, mais qui présente des arguments solides sur la base de données et de chiffres. "A présent, les gens viennent à nous pour se procurer des informations sur le budget - nous sommes la seule institution du pays qui décortique et analyse le budget."

Les guerres de diamant

Global Witness (RU) est une organisation qui s'est donné pour mission de sensibiliser au lien entre l'exploitation de l'environnement et les violations des droits de l'homme. Ce groupe basé à Londres a commencé à travailler en 1993 dans un bureau loué, avec pour seul équipement un ordinateur récupéré dans une benne.

Aujourd'hui, l'organisation, avec ses neuf membres, est encore petite. Mais, depuis quatre ans, ses fondateurs, le Président Gooch, Simon Taylor et Patrick Alley, font campagne contre l'industrie du diamant.

A cette époque, Global Witness est parvenue à mettre en évidence le lien entre un commerce illicite de diamants et les guerres sanglantes en Afrique. L'organisation a réuni des preuves pour convaincre les gouvernements, les Nations Unies et le public que les diamants illégalement extraits dans les zones de conflit en Afrique servaient à financer des guerres dans lesquels des enfants perdent leurs membres et meurent par milliers. Global Witness a exercé des pressions féroces pour amener les décideurs à entendre raison, en nouant des alliances avec d'autres ONG actives en Angola et en cultivant des relations avec des sympathisants politiques puissants, tels que l'ambassadeur canadien Robert Fowler, qui présidait le Comité des sanctions de l'ONU en Angola. Très vite, on a assisté à une mobilisation internationale, capable de s'attaquer à une industrie mondiale.

«Rarement des activistes avaient obtenu des résultats de cette ampleur en si peu de temps.»

Lorsque, lors du Congrès mondial des diamants à Anvers, l'ambassadeur du Canada aux Etats-Unis Robert Fowler a rendu publique la menace d'un boycott de l'ampleur de celui infligé aux

The Independent Newspaper

fournitures, les diamantaires ont pris peur. En juillet 2000, l'industrie du diamant mondiale, qui représente un chiffre d'affaires de 7 milliards de dollars US, apparemment persuadée d'être au bord du gouffre, a accédé aux demandes des militants qui exigeaient un profond remaniement du commerce des diamants.

Voir leur site web: <http://www.globalwitness.org>.

Des rampes pour fauteuils roulants à Tuzla

En 1996, une ONG pour handicapés à Tuzla, en Bosnie-Herzégovine, a décidé de mener une campagne de sensibilisation aux problèmes rencontrés par les handicapés sur la voie publique. Lotos, l'organisation, visait à éduquer le public sur les questions concernant les handicapés et les problèmes de circulation. Elle a alors identifié plusieurs objectifs concrets, dont des espaces de stationnement réservés aux handicapés, un meilleur accès aux transports publics et des trottoirs et des voies de circulation praticables. A partir de là, elle a organisé plusieurs manifestations le temps d'une semaine, juste avant les élections. A la fin de la semaine, le public avait pris conscience de ces divers problèmes et les trottoirs de Tuzla avaient été refaits et équipés de rampes!

«Je peux affirmer en toute certitude que Tuzla est la ville de Bosnie-Herzégovine la plus accessible pour les utilisateurs de fauteuils roulants.»

un activiste, Tuzla

Références

Risse T., Ropp S., Sikkink K., *The Power of human rights*, Cambridge University Press, 1999.
 Forsythe, D., *Human rights in International Relations*, Cambridge University Press, 2000. www.speaktruth.org.
 Hijab, Nadia, *Human Rights and Human Development: Learning from Those Who Act*, HDRO Background paper, 2000.